

## Dossier sur les erreurs du reportage « Nucléaire : une solution pour la Planète ? » réalisé par Ghislaine Buffard et diffusé sur ARTE le 29 mars 2022.

JP Robin - PNC-France

Lien vers l'émission d'ARTE controversée : <https://www.arte.tv/fr/videos/098818-000-A/nucleaire-une-solution-pour-la-planete/>

### L'affaire des rejets de tritium dans la Loire en 6 omissions scientifiques :

Le reportage développe une thèse anxiogène sur les rejets de Tritium dans la Loire :

On apprend d'abord qu'une mesure citoyenne réalisée sur la Loire à Saumur en janvier 2019 affichait un taux de radioactivité de 300 Bq/litre. Radioactivité due à la présence de Tritium rejeté par l'industrie nucléaire.

Le documentaire énonce ensuite la norme établie par l'OMS en dessous de laquelle la consommation d'eau contenant du Tritium est inoffensive d'un point de vue sanitaire : 10.000 Becquerels par litre (Bq/l). (Norme effectivement vérifiable sur le site de l'OMS/WHO)

Mais le documentaire spécifie aussitôt que le seuil d'alerte en France est de 100 Bq/l.

- Première omission, normative** : les 10 000 Bq/l de l'OMS sont aussi la norme qualitative française. [<https://tinyurl.com/2vb56z2m> - la législation française distingue en effet une « limite de qualité », l'eau étant déclarée impropre à la consommation lorsque cette limite est atteinte, et une « référence qualité », qui déclenche des investigations pour comprendre la nature de l'événement constaté]. La confusion est ici induite entre dangerosité et seuil d'alerte. Le seuil d'alerte est en effet une valeur de dépistage, non de danger : si le taux augmente, il y a peut-être un incident technique quelque part à investiguer. Dans le cas du Tritium, le dépassement du seuil de 100 Bq/l est un indicateur d'une contamination d'origine industrielle et vise moins le Tritium lui-même que la possibilité que d'autres radionucléides artificiels et potentiellement plus dangereux soient présents dans l'environnement. Dans le documentaire, le taux de 300 Bq/l constaté à Saumur en janvier 2019 est négligeable d'un point de vue sanitaire. Mais l'information convoyée par le film étant que le « seuil d'alerte » est à 100 Bq/l, crée un effet d'anxiété pour le spectateur.
- Seconde omission, biologique** : le documentaire omet de mentionner que le taux d'alerte de 100 Bq/l est comparable à la radioactivité naturelle de 100 Bq/kg propre au corps humain. De fait, jamais il n'est précisé que notre corps est naturellement radioactif, à l'instar de toute la planète et de tout organisme vivant sur Terre. Notre radioactivité provient essentiellement du Potassium40 et du Carbone14 mais aussi de l'Uranium, du Thorium que notre alimentation usuelle apporte inéluctablement comme toute alimentation végétale ou animale.
- Troisième omission, comparative** : Le documentaire ne mentionne pas que la radiotoxicité du tritium est très faible. La radiotoxicité du Potassium40 qui constitue l'essentiel de notre radioactivité corporelle naturelle, est 344 fois supérieure à celle du Tritium.
- Quatrième omission** : Le documentaire indique que ce Tritium se retrouve « dans le corps et les urines du consommateur, laissant entendre que le Tritium de l'eau du robinet va demeurer longtemps dans le corps alors que notre métabolisme élimine le Tritium : la demi-vie biologique de cet isotope de l'Hydrogène est de 10 jours. Notre corps l'élimine en 40 jours maximum, par la transpiration et les urines.
- Cinquième omission, logistique** : un interviewé explique que la Loire approvisionne en eau potable le Maine et Loire alors que l'essentiel de l'eau potable provient de la nappe

phréatique, et non de la Loire. La consultation des régies de l'eau de Saumur et de tout le bassin hydrographique aurait apporté de la rigueur au reportage.

Le commentaire précise que le Tritium déversé dans la Loire se retrouve dans l'eau du robinet car il n'est pas filtré. De fait, le Tritium n'est pas filtrable. Il est en revanche dégazé par les régies de distribution d'eau potable. Jouer sur les termes crée ainsi une image redoutable, celle d'un élément non filtrable, s'insinuant dans nos corps pour occasionner des torts qui ne sont pas explicités ou quantifiés par le film.

6. **Sixième omission, temporalité et quantités.** En focalisant notre attention sur ces 300 Bq/l découverts fortuitement par les interlocuteurs filmés, la notion-clef de « pendant combien de temps, ce taux de 300 Bq/l ? » est escamotée. Or c'est l'accumulation qui fait la dose, et cette dose est à calculer sur un an. Un pic momentané même de 10 000 BQ/l est sans effet aucun sur la santé. Il eut donc été intéressant de permettre au spectateur de saisir ce qu'implique en termes de consommation humaine cette limite « d'alerte » de 100 Bq/litre : en buvant tous les jours 2 litres d'eau à ce niveau de radioactivité, on atteint au bout d'un an la dose de 1,31 µSv, soit l'équivalent de quatre heures d'exposition supplémentaire à la radioactivité naturelle de l'environnement.

Ces nombreuses omissions sur l'un des sujets du documentaire contribuent à dénaturer le message et à lui enlever toute rigueur scientifique. Le fait pour l'auteur du documentaire de s'abstenir de faire commenter les faits par des scientifiques sérieux se référant à des comparatifs scientifiques est manifestement un acte volontaire destiné à tromper le téléspectateur dans un but précis.

## Stockage des déchets au centre CIGEO de Bure : beaucoup d'oublis

Le documentaire traite le sujet du stockage des déchets de haute activité. Le reportage ne mentionne pas que le stockage géologique est la solution retenue par la Suède et la Finlande. Il ne mentionne pas qu'elle a été sélectionnée par la Commission Nationale d'Évaluation. Il ne mentionne pas qu'elle a été retenue par la quasi-totalité des instances internationales, et aussi, pour le futur, par le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Suisse. Ce sujet du stockage est débattu depuis 20 ans. Des programmes considérables de laboratoire lui ont été consacrés. Le concept est celui reconnu par l'OPECST et par le Parlement. Tout cela est « oublié ».

Le phénomène physique essentiel de la décroissance est totalement occulté : plus le temps passe et plus les radionucléides restants sont peu radioactifs. Il n'est pas possible que ce phénomène n'ait pas été mentionné par les personnes interrogées dans le reportage, mais les séquences correspondantes ont été soigneusement coupées du document diffusé.

Au lieu de ces informations pertinentes, le reportage présente un individu qui procède à « une expérience sur sa gazinière » (!) et qui conclut à l'inverse de toutes les instances scientifiques citées précédemment.

## Faibles doses : où sont les spécialistes ?

Le reportage mentionne « la quantité phénoménale de déchets de faible activité qui est recyclée » qui pourrait être « dangereuse à terme » car dispersés dans divers objets d'usage quotidien. A l'appui de cette affirmation, nous trouvons Monsieur Chareyron, Directeur de la CRIIRAD, organisme notoirement antinucléaire, mais ce caractère n'est pas mentionné. Il n'est fait appel à aucun médecin spécialiste des effets des rayonnements ionisants qui auraient pu commenter ce sujet avec rigueur scientifique. Un tel expert aurait expliqué que notre corps était naturellement radioactif, à l'instar de toute la planète et de tout organisme vivant sur Terre, et qu'il n'était pas besoin pour cela de l'apport insignifiant de produits recyclés. Ainsi notre radioactivité provient essentiellement du Potassium40 et du Carbone14 contenus dans nos os et nos tissus.

## Le lobbying n'est pas celui que l'on croit

Le documentaire évoque un lobbying effréné du secteur nucléaire sur la Taxonomie à Bruxelles de la part d'EDF et de militants pronucléaires et il présente à l'appui une interview de Myrto Tripathi. Le lobbying effréné des fournisseurs de gaz n'est pas mis en parallèle, alors que les enjeux financiers et géostratégiques sont majeurs pour ce secteur, mais c'est encore un sujet non abordé, la charge étant portée uniquement contre le nucléaire. Quant à l'interview de Myrto Tripathi, dont chacun connaît la modération et l'absence totale de liens d'intérêts autre que sa conviction personnelle, sa mise en cause implicite sur ce sujet dans le reportage confine à la diffamation, et est en tout cas une opération de désinformation caractérisée.

## Comparaison biaisée entre la France décarbonée et l'Allemagne :

Le reportage se termine par une conclusion politique générale tronquée ou de nombreux éléments factuels sont totalement occultés. Ainsi, s'il est rapidement fait mention du maintien en service de centrales au charbon en Allemagne, les conséquences ne sont pas mentionnées. Ainsi le reportage a instillé l'inquiétude sur le nombre hypothétique de victimes en cas d'improbable situation accidentelle d'un réacteur nucléaire, mais il ignore les 20 000 victimes/an avérées de l'électricité produite en fonctionnement normal par les centrales au charbon en Europe. (cf rapport WWF 2016 : <https://tinyurl.com/2p964sjm> ).

Les conséquences de la transition énergétique de la vertueuse Allemagne sur la dépendance catastrophique au gaz Russe ne sont pas évoquées.

Ce documentaire est un exemple typique de manipulation sur la perception des faits par le spectateur, utilisant un procédé récurrent dans toute son argumentation : le biais de sélection.

## Organisation du reportage : anxigène, ambigu et manquant de rigueur scientifique

Sur un fond de musique anxigène, les arguments développés dans ce reportage sont pernicieux car ils affichent un pseudo débat entre des organismes officiels : ANDRA, IRSN, ASN ou EDF et ORANO et des individus sans compétence à qui le reportage donne l'avantage du dernier mot, ou de l'interrogation inquiétante sans conclusion.

Le titre du reportage crée d'emblée une ambiguïté qui imprègne l'ensemble du document. Il propose une interrogation : le nucléaire peut-il être une solution pour la planète ? En fait, cette question n'est pas traitée en tant que telle car le document donne une réponse négative dans toutes ces phases.

Un documentaire à vocation scientifique et citoyenne consiste à relayer le savoir des spécialistes les plus pointus dans leur domaine. Ce reportage prend le contrepied de cet objectif, car il transmet les opinions d'individus dont les connaissances sont approximatives ou mal ciblées mais qui ont de fortes convictions. Tous peuvent exprimer leurs opinions. En revanche, seul l'expert de son domaine est légitime pour proposer une analyse des faits. Que ce reportage s'attache à relayer des opinions, des convictions, plutôt que des faits, c'est le choix de son auteure, à condition qu'elle ait l'honnêteté de le présenter ainsi, or ce n'est pas le cas.